



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Été 2026

Sommaire

Focus – énergies renouvelables	3
Faits saillants	6
POLOGNE	6
HONGRIE	10
TCHÉQUIE	13
SLOVAQUIE	18
LITUANIE	21
LETTONIE	22
ESTONIE	23
Agenda	25

≈5,9 Mds€

Valeur
d'investissements
prévus par l'opérateur
ferroviaire polonais
PKP Intercity

d'ici 2030

Focus – énergies renouvelables

Pologne - inauguration de la plus grande ferme solaire et du premier parc éolien offshore

En juillet, Orlen a inauguré, après son extension, *Kleczew Solar and Wind*, une ferme ENR hybride, située près de Konin, en Grande-Pologne, et gérée par sa filiale Energa Wytwarzanie. L'installation photovoltaïque, la plus grande du portefeuille du groupe et l'une des plus importantes de ce type en Europe centrale et orientale, a une puissance de 250 MW. La puissance de l'installation éolienne est de 19,2 MW.

Plus d'informations : <https://www.money.pl>

Les premiers électrons produits par des éoliennes en mer ont été injectés dans le réseau électrique polonais en juillet. La sous-station de Choczewo a réceptionné ces premiers flux, provenant du parc éolien *Baltic Power*. La finalisation de la construction du parc est annoncée pour l'automne de cette année. Il comprendra 76 éoliennes de 15 MW chacune. *Baltic Power* produira 4 TWh d'électricité par an, soit la consommation d'environ 1,5 M de foyers et 3 % des besoins actuels du pays en électricité.

Plus d'informations : businessinsider.com.pl

Le 29 juillet 2026, Tauron Polska Energia a conclu avec la Banque Européenne d'Investissement un contrat de prêt d'un montant de 1,12 Md PLN (≈260 M€). Ces fonds serviront à financer la construction du parc éolien de Miejska Górka, d'une puissance de 190,8 MW.

Plus d'informations : <https://www.wnp.pl>

Le Fonds National pour la Protection de l'Environnement et la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a annoncé l'organisation, du 31 août au 30 novembre, d'un premier appel à projets dans le cadre du programme « Cogénération à haut rendement à partir de biogaz produit à partir de la biomasse, y compris les déchets municipaux ». L'enveloppe de financement s'élève à 400 M PLN (93 M€). Peuvent en bénéficier les entreprises dont les investissements contribueront à rendre le système énergétique indépendant des sources d'énergie conventionnelles et renforceront le potentiel du secteur du biogaz en Pologne.

Plus d'informations : <https://www.wnp.pl>

Le 4 septembre, la Diète a adopté le projet de loi élaboré par le ministère du Climat et de l'Environnement modifiant la loi sur les énergies renouvelables. Les évolutions proposées visent à accélérer le développement des énergies renouvelables, faciliter la mise en œuvre des investissements, augmenter la production de biométhane et de biogaz et apporter des changements positifs pour les prosommateurs, les coopératives énergétiques et les investisseurs.

Plus d'informations : <https://www.gov.pl>

<https://www.prawo.pl>

La société BZK Energy, filiale du groupe agroalimentaire Bakoma, a signé un contrat avec Tescas pour la construction d'un gazoduc de près de 20 km, qui reliera son unité de production de biométhane, en cours de construction, au réseau national de transport de Gaz-System. Selon la société, il s'agira de l'un des premiers raccordements directs d'une usine de biométhane au réseau de transport national de gaz, et en même temps du plus long gazoduc construit exclusivement pour les besoins d'une telle installation.

Plus d'informations : <https://strefabiznesu.pl>

Slovaquie - deux projets renouvelables majeurs portés par Orange et Engie

Le groupe français Orange a conclu un contrat avec la société Enery sur la fourniture d'électricité verte pendant dix ans. Enery construit une nouvelle centrale solaire de 12,5 MWp en Slovaquie centrale qui devrait être opérationnelle l'an prochain. La centrale produira 15 GWh d'électricité par an, ce qui correspond à la consommation annuelle de 4520 ménages. Ce projet doit contribuer à une baisse de 1125t des émissions de CO₂ d'Orange. Orange mène par ailleurs d'autres projets verts : l'énergie solaire est déjà utilisée via 636 pylônes de télécommunication dont 500 sont équipés par une batterie au lithium.

Le groupe français Engie construit une chaudière à biomasse au sein de l'usine Stellantis à Trnava. Avec une puissance installée de 9 MW et une production prévue de 6 GWh/an, cette chaudière couvrira 50% de la consommation de l'usine en chaleur. Ce projet devrait permettre une réduction de consommation de gaz de 50 % et une baisse des émissions de CO₂ de 10 000 t/an. 26 appareils de l'atelier de peinture et de montage seront connectés à cette source de chaleur par un réseau de 3,9km. L'investissement, d'un montant de 17,5 M€, est porté par Engie Services.

Plus d'informations : engie.sk

Mi-août, le ministre de l'Environnement, Tomas Taraba, a réduit les zones dites « d'accélération pour la construction des centrales éoliennes », i.e. les zones propices au déploiement des énergies renouvelables selon la législation européenne. Sur les huit zones pour l'énergie éolienne proposées par le ministère de l'Economie, le ministère de l'Environnement n'en a retenue qu'une seule, à l'Est du pays (district de Michalovce). D'après le ministre de l'Environnement, la construction d'éoliennes n'est pas urgente pour le pays, au vu du mix énergétique vertueux de la Slovaquie (basé sur le nucléaire et les centrales hydroélectriques, et non le charbon).

Lituanie - prix de l'électricité en chute et coopération régionale renforcée

Le ministre de l'Énergie Lukas Savickas a rencontré son homologue polonais Miłosz Motyka à Varsovie le 7 septembre afin de finaliser les détails de la signature d'un accord sur la connexion électrique avec la Pologne, *Harmony Link*. Cet accord a pour objectif d'assurer la protection des infrastructures essentielles et de définir les actions conjointes pour la résilience du réseau. Concernant le secteur énergétique ukrainien, le ministre Savickas soutient l'initiative polonaise au Conseil de l'UE, sur une exemption au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) des importations d'électricité en provenance d'Ukraine, car elle contribuera à maintenir la stabilité du système électrique du pays.

Plus d'informations : [Ministère de l'Énergie](#)

Du 24 au 30 août, le prix moyen de l'électricité en Lituanie coté sur le Nord Pool a chuté de 22 %, atteignant 96 € / MWh. Cette baisse a été causée par l'augmentation de la production des centrales solaires et la baisse des prix dans les pays nordiques.

Plus d'informations : lrt.lt

Le gestionnaire de terminaux énergétiques internationaux KN Energies a rejoint la *Baltic Energy Initiative* proposée par le groupe polonais Orlen et qui regroupe 14 entreprises et organisations énergétiques de neuf pays d'Europe nordique et centrale. Ce partenariat vise à réaliser de nouveaux projets conjoints qui renforceront la sécurité énergétique, la résilience des infrastructures et la compétitivité de la région de la mer Baltique. Les domaines prioritaires cités sont l'énergie éolienne offshore, l'intégration plus étroite des marchés du GNL et du bio-GNL, le développement d'un marché régional de l'hydrogène, le transport et le stockage du carbone et le développement de petits réacteurs nucléaires modulaires. Les partenaires coopéreront également pour la recherche de financements de l'UE et d'autres institutions internationales.

Plus d'informations : [Ministère de l'Énergie](#)

Lettonie - bond des EnR et stockage avec plus de 1 100 MW déjà raccordés

Le développeur estonien d'énergies renouvelables *SIA Utilitas Wind* prévoit d'investir environ 200 M€ dans la construction d'un parc hybride à Lode, près de la frontière entre la Lettonie et l'Estonie. Ce parc sera composé de 18 éoliennes du constructeur Vestas d'une capacité totale de 117 MW et d'un système de stockage d'énergie par batterie d'une capacité de 240 MWh. Sa mise en service est prévue pour le début de l'année 2028. Raccordé à la ligne transfrontalière de 330 kV entre l'Estonie et la Lettonie, ce projet soutenu par le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) produira 330 GWhs par an et alimentera plus de 110 000 foyers.

Plus d'informations: [*Utilitas starts construction of Lode wind farm and battery storage in Latvia - Utilitas*](#)

Au cours du premier semestre 2026, cinq nouveaux parcs solaires (519 MW), deux parcs éoliens (150 MW), ainsi que deux installations de stockage par batterie (BESS, 68 MW) ont été raccordés au réseau de transport d'électricité de l'opérateur letton *Augstsprieguma tīkls* (AST). D'ici la fin de l'année, AST prévoit de raccorder au réseau quatre autres parcs éoliens, ainsi que quatre parcs hybrides (centrales solaires et systèmes BESS) d'une capacité combinée de 913 MW. À la mi-2026, la capacité de production solaire et éolienne raccordée au réseau de transport dépassait 1 100 MW, tandis que celle des installations BESS approchait les 200 MW. Sur la base des accords de raccordement conclus par AST pour les nouveaux accès au réseau, cette puissance de production et de stockage par batterie pourrait doubler au cours des trois prochaines années.

Estonie - stagnation des EnR, l'éolien à l'arrêt mais le solaire et le stockage progressent

Le développement des énergies renouvelables en Estonie marque le pas, selon le rapport annuel de l'Association estonienne des énergies renouvelables. Alors que le pays affiche une part de 38 % d'énergies renouvelables dans sa consommation – un 6^e rang européen porté avant tout par les investissements du secteur du chauffage – la production électrique reste à la traîne : aucun nouveau parc éolien n'a été raccordé au réseau en 2025, et aucun n'est attendu en 2026. Seule l'énergie solaire progresse, avec 105 MW de capacité supplémentaire installée l'an dernier.

Ce retard sur l'éolien contraste avec la dynamique observée du côté du stockage. Depuis la désynchronisation du réseau russe, les capacités de stockage sont devenues un pilier de la fiabilité du système électrique et pèsent désormais sur la formation des prix spot, portées par la baisse continue du coût des batteries. Pour l'association, cette évolution ne suffit toutefois pas à compenser l'absence de nouvelles capacités de production. Dans un contexte géopolitique incertain affectant la disponibilité et le prix des combustibles fossiles, la réduction de la dépendance énergétique constituera le principal enjeu des prochaines années, nécessitant la construction de nouveaux parcs éoliens tout en développant en parallèle le stockage et les capacités de réserve.

D'après l'Association, le secteur des transports illustre le même décalage. La part des carburants renouvelables y a reculé de près d'un quart par rapport à 2020, et l'électrification du parc automobile progresse lentement : au premier semestre 2025, les véhicules 100 % électriques représentaient environ 7 % des ventes de voitures neuves en Estonie, contre près de 18 % en moyenne européenne. La crise du détroit d'Ormuz a néanmoins remis en lumière, selon l'association, la pertinence d'une transition vers des sources d'énergie renouvelables locales dans les transports, à mesure que la dépendance aux importations fossiles se révèle de plus en plus coûteuse et incertaine.

Plus d'informations : [*taastuvenergeetika.ee*](http://taastuvenergeetika.ee)

Faits saillants

POLOGNE

Nominations / démissions

Piotr Masłowski, sénateur du parti « Union Centre » (*Unia Centrum*) de la ministre du Climat et de l'Environnement Paulina Henning-Kloska, a été nommé au poste de vice-ministre de l'Énergie en charge de l'électromobilité. Il a pris ses fonctions début septembre.

Plus d'informations : wnp.pl

Début septembre, Mikołaj Dorożala a démissionné de ses fonctions du vice-ministre du Climat et de l'Environnement et de Conservateur de la nature en chef. Il était en charge de la chasse, des forêts et de la protection de l'environnement. À la suite de cette démission, la vice-ministre du Climat et de l'Environnement Urszula Zielińska a été nommée au poste de Conservateur de la nature en chef. La ministre du Climat et de l'Environnement sera directement en charge des forêts et de la chasse.

Plus d'informations : [Interia.pl](https://interia.pl), [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

Début septembre, Sławomir Ćwik - député du parti *Unia Centrum*, a été nommé au poste de vice-ministre du Climat et de l'Environnement en charge des EnR et du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW).

Plus d'informations : [Interia.pl](https://interia.pl)

Fin août Adam Sanocki, membre du conseil d'administration des Aéroports polonais (*Porty Polskie – PPL*), a été révoqué par le conseil de surveillance. La raison de cette décision n'a pas été rendue publique. Depuis 2024 il était responsable de la stratégie et du marketing.

Plus d'informations : money.pl

Le conseil d'administration de CPK, en charge du projet Port Polska, a révoqué le PDG de la société Filip Czernicki ainsi qu'un autre membre de la direction, Dariusz Kuś. Ces changements arrivent à un moment clé où la société doit officiellement lancer la construction du plus grand aéroport polonais et des lignes ferroviaires y menant. Pour l'instant, Marcin Michalski, membre de la direction, prendra les rênes de la société.

Plus d'informations : businessinsider.com.pl

Énergie

Lors de la cérémonie de signature d'une lettre d'intention définissant les axes de coopération en matière d'élaboration de solutions réglementaires, financières, organisationnelles et systémiques visant à soutenir le développement de systèmes de stockage d'énergie à grande échelle, le ministre de l'Énergie, Miłosz Motyka, a annoncé qu'environ 232,5 Mds€ seraient consacrés à la transition énergétique au cours des dix prochaines années. Selon lui, ces investissements viseront à renforcer la résilience du système énergétique et à réduire la dépendance vis-à-vis des facteurs externes.

Plus d'informations : <https://www.wnp.pl>

- hydrogène

Polenergia H2HB Nowa Sarzyna, filiale du groupe Polenergia, a résilié l'accord de financement conclu avec le NFOŚiGW pour le projet « Construction de stations de ravitaillement en hydrogène accessibles au public à Rzeszów et à Nowa Sarzyna ». Le montant initialement prévu pour la subvention s'élevait à 20 M PLN (4,65 M€), soit environ 43 % des coûts éligibles du projet. Le groupe a précisé que cette décision s'inscrit dans le cadre de sa stratégie de réduction progressive de ses investissements dans l'hydrogène.

Plus d'informations : [WysokieNapiecie.pl](https://wysokieNapiecie.pl)

Le ministère de l'Énergie a préparé un projet d'arrêté visant à encadrer le fonctionnement du marché de l'hydrogène. Ce texte définit notamment les règles relatives à la qualité du carburant, au raccordement des installations, ainsi qu'au stockage et à la distribution. Le projet, premier acte juridique structurant ce secteur émergent, sera soumis à consultation publique. L'arrêté constituera un acte d'exécution de la loi sur l'énergie. Parmi les points clés, le ministère souligne la pureté du carburant : l'hydrogène devra présenter un taux de pureté d'au moins 99,50 % pour être injecté dans les réseaux de transport et de distribution.

Plus d'informations : [Gramwzielone.pl](https://gramwzielone.pl)

- gaz

En août, Enea, Orlen, PGE Polska Grupa Energetyczna et Unimot ont signé un accord avec Gaz-System concernant l'utilisation conjointe du deuxième terminal flottant de GNL qui doit être construit dans la baie de Gdańsk. Une fois le deuxième terminal achevé, les capacités de regazéification du GNL en Pologne devraient atteindre 20 Mds m³.

Plus d'informations : <https://www.wnp.pl>

- pétrole

Sur le site de la raffinerie de Gdańsk, Orlen a mis en service un terminal maritime de transbordement qui permet le transbordement direct de produits et de produits semi-finis entre la raffinerie et les pétroliers, sans avoir recours à des moyens de transport intermédiaires. La capacité cible du terminal s'élève à plus de 1,8 Mt de produits par an. « *Le terminal maritime de transbordement d'Orlen est un investissement important pour la sécurité et l'efficacité de la logistique des carburants en Pologne. Il raccourcit la chaîne d'approvisionnement, accroît la flexibilité de fonctionnement de la raffinerie de Gdańsk et renforce notre indépendance opérationnelle* », déclare Ireneusz Fąfara, PDG d'Orlen.

Plus d'informations : <https://www.wnp.pl>

- nucléaire

En août, la société Bechtel a pris en charge le terrain destiné à la construction de la centrale nucléaire. Le terrain appartenait jusqu'alors à Polskie Elektrownie Jądrowe. Le ministre de l'Énergie, Miłosz Motyka, a assisté à cet événement. Ce transfert coïncide avec la désignation de Budimex SA pour la réalisation des travaux de terrassement.

Plus d'informations : <https://www.cire.pl>

- chauffage

L'agence NFOŚiGW a présenté son *Fonds pour la transformation du chauffage urbain* doté d'un budget de 3 Mds PLN (697 M€). Cet instrument de financement vise à accélérer la transition du secteur du chauffage polonais vers des systèmes à faibles émissions et économes en énergie. Les aides de ce fonds seront réparties entre des subventions (jusqu'à 1,2 Md PLN ; 279M€) et des prêts (jusqu'à 1,8 Md PLN ; ≈418 M€). Ce programme sera mis en œuvre entre 2026 et 2030.

Plus d'informations : <https://wysokienapiecie.pl>

Environnement

Le 5 août le Sénat a rejeté la proposition de référendum du président Nawrocki sur la politique climatique de l'UE. Le président proposait de poser aux Polonais la question suivante : « *Êtes-vous favorable à ce que la Pologne mette en œuvre la politique climatique de l'UE ?* ». C'était sa 2^{ème} proposition de référendum du président concernant la politique climatique de l'UE. La 1^{ère} avait été rejetée par le Sénat en mai. À la suite de la décision du Sénat, le parti PiS a déposé à la diète un projet de loi ayant pour objet la sortie de la Pologne du système ETS.

Plus d'informations : rp.pl, onet.pl

- changement climatique

Le 2 septembre le niveau d'eau de la Vistule à Varsovie a atteint son plus bas historique. À l'échelle nationale, 66 % des rivières et stations hydrologiques ont enregistré des niveaux bas, une situation qualifiée de la plus critique depuis 2015.

Plus d'informations : wnp.pl

À partir du 1^{er} janvier 2027, les centrales électriques et de cogénération polonaises pourront utiliser de l'eau recyclée issue des eaux usées urbaines dans leurs systèmes de refroidissement. Cette mesure, introduite par la loi du 17 juillet 2026 modifiant la loi sur l'eau, permettra une réduction significative des prélèvements d'eaux superficielles et souterraines pour le secteur énergétique.

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

Infrastructures de transport

Le 18 août, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi, présenté par le ministre des Infrastructures, visant à rationaliser le processus d'investissement dans le domaine des infrastructures clés. Ce projet prévoit d'accélérer la préparation et la construction des principaux projets d'infrastructure qui revêtent une importance particulière pour la défense de la Pologne, la sécurité énergétique, la protection contre les inondations et le développement économique.

Plus d'informations : <https://www.gov.pl/web>

- Port Polska (ex CPK)

17 entreprises, dont 5 consortiums, ont été admises à participer au dialogue compétitif pour la construction du 1^{er} tronçon du réseau ferroviaire à grande vitesse (KDP) en Pologne, qui sera commandée par la société CPK. Il s'agit d'un tronçon de 13 km reliant Katowice au nœud aéroportuaire. Ce tronçon constitue un élément important de la LGV reliant Varsovie à Łódź. La signature du contrat est prévue au quatrième trimestre 2027.

Plus d'informations : rynek-kolejowy.pl

En juillet, la société CPK a lancé un appel d'offres sous la forme d'un dialogue compétitif en vue de la sélection d'un prestataire chargé de construire le système d'alimentation électrique du futur aéroport. Le système d'alimentation devra être conçu de façon à permettre l'utilisation de différentes sources d'alimentation, qu'il s'agisse du réseau électrique national, des sources locales d'alimentation de secours ou des énergies renouvelables.

Plus d'informations : dlapilota.pl

Le gouvernement prévoit d'inscrire sur la liste des investissements liés au projet Port Polska, entre autres, la route nationale reliant Varsovie à Port Polska, qui est destinée à constituer un axe alternatif à l'autoroute A2.

Plus d'informations : <https://www.wnp.pl>

Transport

- électromobilité

Le groupe Polsat Plus étend sa production des NesoBus avec l'introduction d'autobus électriques. Les 9 premiers véhicules, accompagnés de 4 stations de recharge, seront livrés au premier trimestre 2027 à la Métropole de Haute-Silésie-Zagłębie (GZM). Ce contrat, d'un montant de plus de 28 M PLN (6,5 M€) est financé à 80 % par le Fonds pour une transition juste. La GZM compte déjà 8 autobus à hydrogène du même groupe.

Plus d'informations : [Bankier.pl](https://bankier.pl)

Fin juillet, le NFOŚiGW et les gestionnaires des réseaux de distribution ont signé des conventions pour la réalisation d'investissements visant à développer et moderniser les réseaux électriques afin de répondre aux besoins des stations de recharge publiques à haute puissance. Le montant total du financement accordé s'élève à 1,26 Md PLN (≈30 M€)

provenant du Fonds pour la modernisation. Au total, 147 points de fourniture d'électricité destinés au transport zéro émission seront mis en place ou développés en Pologne grâce à ce financement.

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

- ferroviaire

En décembre 2025, PKP Intercity a lancé un appel d'offres en dialogue compétitif pour la livraison de 20 rames électriques, incluant leur entretien sur 30 ans, ainsi que la conception et la construction d'un atelier de maintenance technique. Une option pour 35 véhicules supplémentaires est également prévue. La date limite de dépôt des candidatures, initialement fixée à fin avril 2026, a été prolongée jusqu'au 25 juin 2026 à la demande des constructeurs. Les demandes de participation ont été déposées par les quatre entités suivantes : (i) Alstom Polska, (ii) consortium Hitachi Rail STS (leader) PESA, (iii) consortium Siemens Mobility (leader) et Siemens Mobility GmbH et (iv) Patentes Talgo SL. La soumission des offres est prévue en juillet 2027, avec une décision sur le choix attendue en octobre 2027.

Plus d'informations : [PKP Intercity](https://pkpintercity.pl)

D'ici 2030, PKP Intercity prévoit un plan d'investissements combinés dans le matériel roulant et ses infrastructures techniques s'élevant à 25,4 Mds PLN (5,9 Mds€). Parmi les projets phares figurent la construction d'un centre de maintenance à Poznań ainsi que d'une base technique à Bydgoszcz. Des projets similaires sont également prévus à Wrocław et à Katowice. Le développement des infrastructures techniques s'inscrit dans la préparation de PKP Intercity à une hausse de son activité.

Plus d'informations : wnp.pl

Polregio, plus grand transporteur ferroviaire de passagers en Pologne – détenu par l'Agence pour le développement (ARP) et 16 voïvodies –, a transporté 50,9 M de voyageurs au premier semestre 2026, soit 200 000 de plus qu'au premier semestre 2025. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans la voïvodie de Łódź, avec une augmentation de plus de 12 % en g.a. Une progression a également été observée dans les voïvodies de Poméranie-Occidentale (+9,5 %) et de Varmie-Mazurie (+5,6 %). La part de marché de Polregio s'élève à environ 25 %.

Plus d'informations : wnp.pl

- aérien

Le 28 août, le président Karol Nawrocki a signé une loi instaurant un soutien à l'aviation durable et introduisant des mécanismes d'accompagnement pour les carburants d'aviation durables. Le texte adapte le droit polonais aux restrictions européennes d'émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de l'aviation, supprimant les préférences accordées aux grandes compagnies aériennes (directive (UE) 2023/958). En juin, la Commission européenne a saisi la CJUE contre la Pologne (et l'Espagne) pour non-transposition de cette directive.

Plus d'informations : pap.pl

Au 1^{er} semestre 2026, l'aéroport de Gdańsk a accueilli près de 3,7 M de passagers, soit une hausse de 11 % en g.a. 31 754 mouvements d'avion ont été enregistrés sur cette période, en progression de 14 %. Le trafic charter a progressé de 16 %.

L'aéroport de Warszawa-Modlin poursuit sa reprise dynamique du trafic passagers : en juillet, l'aéroport a reçu 431 000 passagers, et depuis le début de l'année, plus de 2,3 M. Par rapport à la même période en 2025, cela représente une hausse du trafic passagers de près de 148 %. En juillet 2026, l'aéroport de Wrocław a enregistré 713 413 passagers, franchissant pour la première fois de son histoire le cap des 700 000 passagers en un mois. Cela représente une hausse de plus de 16 % par rapport à juillet 2025.

Plus d'informations : airport.gdansk.pl, [Rynek Lotniczy](https://rynek.lotniczy.pl), [Rynek Lotniczy 2](https://rynek.lotniczy_2.pl)

- maritime

Le président Karol Nawrocki a signé une loi modifiant certaines législations et visant à soutenir les sociétés de transport maritime et à créer des conditions attractives pour leur fonctionnement sous pavillon polonais. Ainsi, la loi introduit une exonération totale d'impôt sur le revenu (« PIT 0 ») pour les gens de mers ainsi que pour les travailleurs des navires intervenant dans le secteur offshore. Elle permet également aux sociétés de transport maritime battant pavillon polonais de choisir l'imposition au tonnage plutôt que l'impôt sur les sociétés.

Plus d'informations : [GospodarkaMorska.pl](https://gospodarka.morska.pl)

À la mi-juillet a officiellement démarré la construction du terminal à conteneurs en eaux profondes « *Przylądek Pomierania* » à Świnoujście. Selon le ministre des Infrastructures Dariusz Kliczma, « *il s'agit du plus grand projet d'investissement portuaire de l'histoire récente de la Pologne* ». Le projet dont la valeur est estimée à 10 Mds PLN (≈2,3 Mds€) sera un nouveau port extérieur de Świnoujście et l'un des plus grands projets d'investissement de la mer Baltique. Selon les prévisions, il comprendra 186 ha de nouvelles terres, près de 3 km de nouveaux quais avec un brise-lames, un chenal portuaire, un bassin portuaire d'une profondeur de 17 m et, surtout, un terminal à conteneurs en eaux profondes doté d'un quai de 1,3 km de longueur et d'une capacité de transbordement de 2 M EVP (équivalent vingt pieds) par an.

Plus d'informations : businessinsider.com.pl

Le port de Gdańsk a publié ses résultats opérationnels du premier semestre 2026. Il enregistre une hausse marquée des volumes de marchandises et consolide sa position de hub logistique clé dans la région de la mer Baltique. Le volume total des marchandises traitées a atteint 41,7 Mt, soit une augmentation de 3,4 Mt, ou 9 % en g.a. Le segment des marchandises diverses (petits colis) a connu une croissance significative de 17 % en g.a., avec 15,2 Mt transbordés. Concernant le trafic de conteneurs, le terminal a transbordé près d'1,6 M EVP (équivalent vingt pieds), soit 23 % de plus qu'à la même période l'an dernier. En raison d'un hiver rigoureux, les transbordements de charbon ont également enregistré une hausse marquée, atteignant 4,3 Mt, soit 51 % de plus qu'en 2025. Le trafic de bois à faible volume a connu un record de croissance (+178 %) avec 81 000 t transbordées.

Plus d'informations : [GospodarkaMorska.pl](https://gospodarka.morska.pl)

HONGRIE

Impact de la canicule

En Hongrie, l'été 2026 marque un changement d'échelle en ce qui concerne les effets de la chaleur et de la sécheresse sur les infrastructures. Une première séquence de forte chaleur, fin juin, avec des températures atteignant 41 °C, a amené des perturbations des réseaux ferroviaires et de la distribution d'eau potable. Mais la combinaison d'une sécheresse persistante et de températures proches ou supérieures à 40 °C a amené début août des niveaux historiquement bas du Danube qui ont entraîné une crise énergétique. La situation a particulièrement affecté la centrale nucléaire de Paks, dont le refroidissement dépend du Danube, contraignant les autorités à mettre en place des mesures d'économie d'électricité, à augmenter les importations et à recourir aux capacités de production thermiques.

Les conditions météorologiques ont également mis sous tension les réseaux de transport et d'eau potable : restrictions de vitesse sur jusqu'à 25 lignes ferroviaires fin juin et 23 début août ainsi qu'une surchauffe du matériels roulant et restrictions d'eau dans plusieurs centaines de communes. Les faibles débits du Danube et de la Tisza ont affecté simultanément la production énergétique, les prélèvements d'eau, la navigation et les écosystèmes.

La situation s'est toutefois améliorée à partir de la mi-août, notamment grâce aux mesures d'urgence mises en place à Paks, permettant le maintien du refroidissement. Si les conséquences économiques de l'épisode restent, à ce stade, incertaines, celui-ci devrait avoir des effets durables sur l'économie hongroise et sur ses infrastructures, en accélérant les investissements dans l'adaptation au changement climatique.

Énergie

- éolien

L'autorité hongroise de régulation de l'énergie (MEKH) a publié un appel d'offres destiné à attribuer des capacités de raccordement au réseau à de nouveaux parcs éoliens, avec une date limite de dépôt des candidatures fixée au 30 octobre 2026. Le dispositif vise initialement à permettre le raccordement d'au moins 700 MW de nouvelles capacités éoliennes ; compte tenu de l'intérêt exprimé des investisseurs, le gouvernement envisage toutefois de porter ce volume à près de 1 000 MW.

La procédure est principalement un mécanisme concurrentiel d'allocation de capacités de raccordement, plutôt qu'un dispositif de subvention directe aux projets. Elle intervient alors que la capacité éolienne installée en Hongrie reste limitée à environ 325-330 MW, après près de 15 ans sans développement significatif de nouveaux parcs. À terme, les autorités visent jusqu'à 4 GW de capacités éoliennes supplémentaires raccordées au réseau d'ici 2030, afin de diversifier un mix renouvelable actuellement fortement dominé par le solaire.

Plus d'informations : [CEE Energy News](#)

- énergies fossiles

La société *Green Energy Investhor* a obtenu son premier permis de construire exécutoire pour ériger un parc éolien de 28,8 MW à Bana (comté de Komárom-Esztergom). Le projet comprend quatre turbines de 7,2 MW chacune, culminant à 215 m de hauteur (170 m de diamètre du rotor). Le raccordement au réseau reste soumis à une procédure distincte. Ce chantier marque la première étape du plan de développement de cette société qui prévoit de plus de 500 MW et 70 éoliennes réparties sur 16 communes du nord-ouest du pays. Sa réalisation amènera à un triplement de la capacité de production nationale.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

- hydrogène

L'autorité de régulation (MEKH) a accordé à l'opérateur *Hungarian Gas Storage* (Magyar Földgáztároló) une modification de la licence minière concernant son site de stockage souterrain de Kardoskút. L'opérateur est ainsi autorisé à mener pendant 2 ans un test pour le stockage d'hydrogène pur. Deux cycles de stockage et extraction seront ainsi menés sur 100 000 m³ d'hydrogène pur. Les opérations débuteront en septembre 2026 et les résultats sont attendus à l'été 2028. Cette expérimentation s'inscrit dans le cadre du *Projet Aquamarine*, qui consiste à produire de l'hydrogène vert à partir des surplus d'électricité produits par les ENR, à le stocker et à l'utiliser notamment pour produire de l'électricité quand la demande est forte. Ainsi l'unité pilote de production d'électricité à partir d'hydrogène a récemment validé ses tests de flexibilité pour le réseau électrique national.

Plus d'informations : [CEE Energy News](#)

- bois de chauffage

Le Premier ministre Magyar Péter a annoncé fin juillet une baisse de la TVA sur le bois de chauffage, de 27 % à 5 %, afin de réduire la facture énergétique des ménages se chauffant au bois. La mesure figurait dans le programme du parti Tisza et vise à élargir le bénéfice des dispositifs de soutien aux coûts énergétiques.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

- énergies fossiles

Le Parlement hongrois a approuvé l'amendement à l'accord bilatéral encadrant la construction du pipeline transfrontalier « DaNI » avec la Slovaquie. Cet oléoduc assurera le

transport de produits raffinés entre la raffinerie MOL de Százhalombatta et sa filiale Slovnaft près de Bratislava, afin de sécuriser les flux face aux risques d'approvisionnement régionaux. Le projet, dont les travaux ont débuté fin 2025, permettra de remplacer 1,5 Mt de fret ferroviaire et 200 000 t de transport fluvial annuel entre les deux sites.

Plus d'informations : [CEE Energy News](#)

- réseau électrique

La Banque hongroise de développement (MFB) a signé cinq contrats de subvention avec MAVIR (gestionnaire de réseau de transport) et E.ON / MVM (gestionnaires de réseau de distribution) qui allouent près de 500 Mds de forints (1,37 Md€) issus du PNRR. Les fonds soutiendront le renforcement du réseau électrique pour intégrer les énergies renouvelables (486 Mds HUF, soit ≈1,33 Md€ cofinancés jusqu'à 75% pour les GRD et 90 % pour le GRT) et le déploiement de compteurs intelligents (54 Mds HUF, soit ≈ 148 M€ subventionnés à 100 %). Cette signature fait suite à la validation par le Conseil de l'UE du plan de relance révisé de la Hongrie, débloquant une enveloppe globale de 10 Mds€.

Plus d'informations : [444.hu](#)

Les gestionnaires de réseaux de transport de gaz croate (Plinacro) et hongrois (FGSZ) ont signé une déclaration conjointe visant à doubler la capacité du point d'interconnexion Drávaszerdahely / Donji Miholjac dans le sens Croatie-Hongrie. Le débit passera de 200 000 Sm³/h à 400 000 Sm³/h dès le 31 décembre 2026, à la suite de l'achèvement des gazoducs Bosiljevo–Sisak et Kozarac–Sisak en Croatie. Cette modernisation technique vise à renforcer la diversification et la sécurité d'approvisionnement régional en facilitant le transit de gaz, notamment issu du terminal GNL croate, vers les marchés enclavés d'Europe centrale.

Plus d'informations : [CEE Energy News](#)

- stockage

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité (MAVIR) a mis en place un nouveau système de publication de données pour suivre l'activité opérationnelle et le comportement de marché des installations de stockage. Cette initiative répond à la forte croissance du secteur, portée par divers programmes de soutien public, la capacité installée nationale dépassant désormais 700 MW pour plus de 1 400 MWh de capacité de stockage. La base de données, basée sur le comptage des opérations de règlement-facturation, a vocation à être progressivement élargie.

Plus d'informations : [CEE Energy News](#)

Environnement

- gestion de l'eau

Un décret a fixé les tarifs d'usage l'eau potable (623 HUF/m³, soit ≈1,71 €/m³) et d'assainissement (954 HUF/m³, soit ≈2,62 €/m³) pour les seuls usagers non résidentiels à compter du 1er juillet. Le texte instaure également une période de pénurie d'eau sur le territoire national, ouvrant un droit dérogatoire à l'irrigation pour 30 jours sur simple notification. Ces décisions s'inscrivent dans un contexte de défaillances techniques signalées sur le réseau de distribution et d'appels réitérés à la modération des usages dans un contexte de pénuries d'eau.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

Le gouvernement hongrois prépare l'adoption d'un *Plan d'action pour la gestion durable de l'eau*, lié au déblocage de fonds européens (PNRR), qui rompt avec la politique historique de drainage pour privilégier la rétention d'eau dans les sols et les zones humides. La réforme prévoit d'encadrer plus strictement les prélèvements et de régulariser les puits illégaux, d'adapter les aides agricoles pour inciter à l'inondation temporaire des terres et d'intégrer des revêtements perméables en zone urbaine. Les premières modifications de la loi sur la gestion de l'eau et les désignations de zones prioritaires devraient être finalisées d'ici la fin de l'année 2026.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

Une décision publiée au Journal officiel alloue 6,2 Mds HUF (≈ 17 M€) au ministère de l'Environnement pour financer les actions de prévention contre la sécheresse menée par la Direction générale nationale des eaux. L'attribution de ces fonds s'est effectuée via une procédure dérogatoire inédite excluant tout droit de veto du ministre des Finances, afin de garantir la mise en œuvre rapide des mesures de gestion hydrique d'urgence.

Plus d'informations : [Mfor.hu](https://mfor.hu)

Transport

- ferroviaire

Le ministère des Transports et de l'Investissement prépare le lancement du programme d'investissement ferroviaire *Baross Gábor*. Doté d'un budget de 10 Mds€, il sera en grande partie financé via les fonds européens et des prêts de la BEI. Le plan prévoit le début des études pour deux réseaux de tram-train régionaux (Miskolc-Kazincbarcika-Tiszaújváros et autour de Debrecen), ainsi que la modernisation d'axes majeurs (Budapest–Szeged, Budapest–Lajosmizse et Budapest–Vác via Veresegyház). Il intègre également le renouvellement complet du matériel roulant des trains suburbains HÉV (lignes H5, H6, H7) et des InterCity, l'extension des lignes 1 et 3 du métro de Budapest, le doublement de voies vers le Balaton (Szabadbattyán-Lepsény) ou encore la relance du projet de liaison à grande vitesse sur la ligne Budapest-Varsovie via Vienne.

Plus d'informations : [Telex](#)

TCHÉQUIE

Energie

- électricité

Le ministère tchèque de l'Industrie et du Commerce (MPO) a officiellement introduit le 6 août un mécanisme de capacité destiné à garantir la disponibilité d'une puissance électrique suffisante lorsque la production du marché ne permet pas de couvrir les besoins. Le dispositif impose au gestionnaire du réseau de transport de sécuriser des capacités supplémentaires et prévoit notamment des enchères de capacité, des contrats de disponibilité et la possibilité d'une participation transfrontalière. Le mécanisme doit notamment accompagner le remplacement progressif des capacités pilotables au charbon et favoriser de nouvelles installations flexibles, en particulier au gaz.

Plus d'informations : [MPO](#)

Les prix européens de l'électricité ont connu une forte remontée en juillet, dans le sillage du prix du gaz et du regain de tensions au Moyen-Orient. Selon le bilan publié par le MPO le 13 août, le prix est passé de 99,3 €/MWh au début du mois à 110,4 €/MWh en fin de mois, soit une hausse d'environ 11 %, avec un pic à 117,8 €/MWh. Le ministère attribue notamment cette hausse à la progression du prix du gaz, elle-même alimentée par les inquiétudes concernant les flux énergétiques via le détroit d'Ormuz.

Plus d'informations : [MPO](#)

ČEZ a lancé en juillet le processus visant à permettre l'exploitation de la centrale nucléaire de Temelín jusqu'à 80 ans, suivant la même stratégie que celle déjà engagée pour la centrale nucléaire de Dukovany. Cette prolongation nécessitera d'importants investissements et programmes de modernisation. ČEZ présente cette orientation comme un moyen de maintenir durablement une importante capacité de production bas-carbone et de renforcer la sécurité énergétique tchèque.

Plus d'informations : [CEZ](#)

La production nucléaire a été temporairement réduite pendant une partie de l'été en raison d'opérations programmées à la centrale de Dukovany. Au 25 août, les unités 1 et 2

fonctionnaient à pleine puissance, tandis que les unités 3 et 4 étaient à l'arrêt. La centrale avait produit 9,255 TWh depuis le début de 2026 à cette date. À Temelín, les deux réacteurs étaient en fonctionnement au cours de la seconde moitié d'août.

Plus d'informations : [CEZ](#)

- gaz

Les stocks de gaz tchèques se reconstituent mais restent nettement inférieurs à leur niveau de 2025. Au 23 août, les installations de stockage situées en République tchèque étaient remplies à environ 67,9 %, contre 84,3 % à la même date en 2025. Le niveau était tombé à seulement 28,2 % le 31 mars 2026, avant une importante campagne de réinjection au printemps et pendant l'été. Il reste donc environ 22 points de pourcentage à remplir pour atteindre 90 %.

Plus d'informations : [OEnergetice](#)

Les prix du gaz européen se sont de nouveau tendus en juillet. Selon le MPO, le contrat suivi sur PXE est passé de 37,4 €/MWh à 44,7 €/MWh au cours du mois, soit une hausse d'environ 19 %, avec un maximum de 48,4 €/MWh. L'évolution est principalement liée aux inquiétudes concernant le marché mondial du GNL et les perturbations potentielles des approvisionnements liées au conflit au Moyen-Orient.

Plus d'informations : [MPO](#)

Le nouveau mécanisme de capacité électrique adopté en août est important pour le secteur gazier : en sécurisant financièrement des capacités électriques pilotables, il crée un cadre permettant le développement de nouvelles centrales à gaz flexibles nécessaires pour compenser les périodes de faible production renouvelable. Le MPO prévoit dans son dispositif des enchères, des contrats de disponibilité et des règles de rémunération des capacités.

Plus d'informations : [MPO](#)

Gas Storage CZ a été intégrée au groupe ČEPS à compter du 1er juillet 2026. L'entreprise exploite six sites souterrains représentant une capacité de stockage opérationnelle supérieure à 2,7 Mds m³, soit approximativement deux mois de consommation tchèque pendant la période hivernale. Cette intégration renforce le contrôle de ČEPS sur des infrastructures stratégiques à la fois électriques et gazières.

Plus d'informations : [czgs.cz](#)

- pétrole

Orlen Unipetrol a annoncé le 30 juin la fin de la situation de force majeure qui affectait notamment le traitement du pétrole brut à la raffinerie de Litvínov depuis le 26 mars. La mesure avait été provoquée par l'escalade géopolitique internationale, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les restrictions importantes sur certaines matières premières. Orlen estime que la stabilisation des prix et l'amélioration de la disponibilité du brut lui permettent désormais de reprendre normalement ses obligations contractuelles.

Plus d'informations : [Orlen Unipetrol](#)

L'évolution des prix du pétrole s'est rapidement répercutée sur les valeurs de gros en Tchéquie. La valeur du brut exprimée en couronnes par litre est passée d'environ 9,57 CZK/l (≈0,40 €/l) le 3 juillet à 13,45 CZK/l (≈0,56 €/l) le 23 juillet, avant de retomber à 10,47 CZK/l (≈0,43 €/l) le 5 août. Les prix de gros du diesel d'Orlen/Unipetrol et Čepro ont suivi cette volatilité, illustrant la transmission rapide des tensions géopolitiques internationales au marché tchèque des carburants.

Plus d'informations : [Kurzy.cz](#)

Environnement / climat

- *changement climatique*

La Tchéquie connaît en 2026 l'un de ses épisodes de sécheresse les plus importants depuis 1961. Après une année 2025 déjà déficitaire en précipitations, l'hiver 2025-2026 a été le 9e hiver le plus sec depuis 1961, empêchant une recharge suffisante des réserves en eau. À la mi-août, le déficit pluviométrique depuis le début de l'année atteignait 146 l d'eau manquants par m² par rapport à la normale. Plus des deux tiers des stations hydrologiques surveillées étaient sous le seuil de sécheresse et 70 % des eaux souterraines suivies présentaient une sécheresse forte ou exceptionnelle. Les pluies de la seconde moitié d'août ont amélioré la situation des sols et des eaux de surface, mais la sécheresse exceptionnelle des nappes phréatiques persistait encore au 26 août. La situation des nappes phréatiques et des cours d'eau a donc constitué l'un des principaux enjeux environnementaux de l'été. Entre le 20 et le 26 juillet, seulement 3 mm de précipitations avaient été enregistrés en moyenne dans le pays, soit 17 % de la normale, tandis qu'environ 40 % des stations hydrologiques signalaient déjà une situation de sécheresse. Malgré les précipitations d'août, le ČHMÚ estime que la sécheresse des eaux souterraines ou superficielles devrait continuer à concerner une grande partie du territoire.

Plus d'informations : [CHMU](#)

En matière d'adaptation au changement climatique, le ministère de l'Environnement et le Fonds national pour l'environnement (SFŽP) ont mobilisé 300 M CZK (≈12,4 M€) dans le cadre du Programme opérationnel Environnement. Jusqu'à 200 M CZK (≈8,2 M€) sont destinés aux projets améliorant la gestion des eaux pluviales : rétention et infiltration de l'eau, récupération des eaux de pluie et des eaux grises, toitures végétalisées, zones humides artificielles ou remplacement de surfaces imperméables. Les 100 M CZK (≈4,1 M€) doivent notamment financer la sécurisation de pentes et falaises présentant des risques naturels. Les demandes peuvent être déposées jusqu'au 17 décembre 2026, sous réserve de disponibilité des fonds.

Plus d'informations : [SFŽP](#)

- *ETS2*

La Tchéquie poursuit son action concernant l'ETS2, le nouveau marché carbone européen concernant notamment les carburants routiers et le chauffage des bâtiments. Prague cherche à éviter qu'une hausse importante du prix des quotas ne se traduise par une augmentation excessive des dépenses énergétiques des ménages. Le ministère tchèque de l'Environnement a ainsi salué des propositions de la Commission européenne répondant à certaines demandes tchèques et visant à limiter la hausse du prix des quotas ETS2 et ses conséquences sociales.

Plus d'informations : [MŽP](#)

- *déchets*

Le ministre de l'Environnement Igor Červený a inauguré le 20 août une nouvelle ligne de traitement des plastiques, dans un contexte où la Tchéquie doit poursuivre l'augmentation de la valorisation des déchets et réduire leur mise en décharge. Le développement des capacités de tri, de recyclage et de réutilisation des matières constitue ainsi l'un des axes de la transformation du système tchèque de gestion des déchets et de son alignement avec les objectifs européens d'économie circulaire.

Plus d'informations : [MŽP](#)

Transports et infrastructures

- ferroviaire

Le directeur général de l'opérateur ferroviaire national Chemins de fer tchèques (České dráhy), Michal Krapinec, a quitté ses fonctions au 31 août 2026, après avoir restitué son habilitation de sécurité (niveau Confidentiel). Krapinec y a renoncé après avoir été l'objet d'une enquête de la National Security Authority (NSA) pendant près d'un an. Il sera remplacé par l'actuelle directrice principale de la section des infrastructures au ministère des Transports, Lenka Hamplová, nommée sans concours. Sous la direction de Krapinec, l'opérateur a enregistré une amélioration des résultats économiques, une hausse du nombre de voyageurs, a su défendre un contrat majeur de 30 ans (services ferroviaires dans la région de Bohême centrale et Prague). L'opposition craint que cette révocation soit motivée par la volonté du ministre de préparer ČD Cargo à la privatisation, à l'instar de ce que le gouvernement envisage pour l'aéroport de Prague (cf. infra).

Plus d'informations : [Zdopravy ; ekonomickydenik.cz](https://zdopravy.ekonomickydenik.cz)

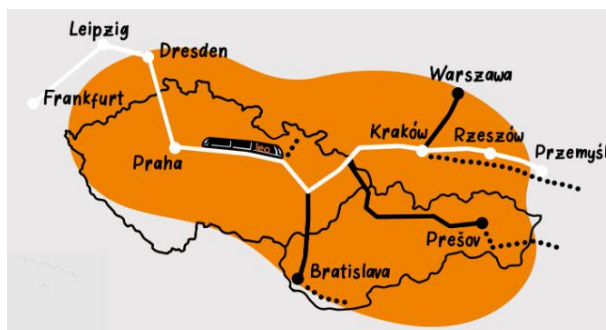
L'opérateur national České dráhy a transporté au 1er semestre 2026 un total de 85,5 M passagers, en hausse de 6,8% en g.a. Selon l'opérateur, l'intérêt pour le transport ferroviaire a été stimulé par la hausse des prix du carburant, ainsi que par la modernisation de la flotte. La fréquentation a progressé notamment sur les liaisons intérieures et dans les trains suburbains. La distance moyenne parcourue a diminué de 1 km sur un an à 46,4 km.

Plus d'informations : [Zdopravy](https://zdopravy.ekonomickydenik.cz)

České dráhy a reçu la première tranche d'un prêt d'un montant de 4 Mds CZK (≈162 M€), accordé par la société de financement Eurofima. Ce financement qui s'inscrit dans le cadre d'un accord-cadre de neuf ans, signé en juin 2024, pour soutenir le renouvellement des trains régionaux de passagers, permettra l'acquisition de 94 nouvelles rames (84 rames automotrices diesel RegioFox de Pesa et 10 rames automotrices électriques RegioPanter de Škoda Transportation offrant une autonomie pouvant atteindre 80 km sans alimentation par caténaire).

Plus d'informations : [Eurofima](https://eurofima.com)

A l'issu d'un test d'équilibre économique mené (à la demande de PKP Intercity) par les régulateurs polonais, l'opérateur privé Leo Express a lancé le 31 juillet, en coopération avec l'opérateur d'État ukrainien UZ, un train de nuit quotidien de Francfort à Przemyśl, près de la frontière avec l'Ukraine. Les escales clés incluent Dresde, Prague, Ostrava et Cracovie. L'opérateur ukrainien organise à Przemyśl des correspondances coordonnées vers Kyiv, Zaporijhzhia, Dnipro, Kremenchuk et Odessa. Avec une longueur totale de plus de 1 300 km, cette desserte quotidienne figure parmi les plus longs services directs en Europe.



Plus d'informations : leoexpress.com

Le conseil des ministres a approuvé le plan d'aménagement territorial partiel « LGV PRAGUE », qui définit les corridors à grande vitesse sur le territoire de la capitale (incluant la section Prague Vršovice-Prague Běchovice, une nouvelle voie reliant Prague Libeň-Prague Malešice et Malešice-Běchovice). Cette démarche constitue une étape importante de la

protection nécessaire du territoire pour la construction de ces futures infrastructures stratégiques.

Plus d'informations : [RailTarget](#)

- routier

Pour la première fois depuis 2015, le budget national 2026 ne prévoit aucune subvention aux régions pour l'entretien et la réparation des routes régionales secondaires (cette subvention était de l'ordre de 4 Mds CZK/165,5 M€ par an). Le ministère des Transports justifie cette décision par d'autres priorités d'investissement (fléchées vers les autoroutes), la gestion budgétaire excédentaire des régions et le caractère optionnel de ce soutien qui « n'est pas un droit automatique des régions » (celles-ci doivent financer leurs voiries via leurs propres recettes fiscales partagées). Indignés par cette décision, les gouverneurs régionaux réclament une modification structurelle de la loi sur la répartition des recettes fiscales et demandent qu'une partie des droits d'accise sur les carburants soit directement reversée aux régions.

Plus d'informations : [aroundprague.cz](#)

- aérien

L'aéroport de Prague a accueilli plus de 8,2 M de passagers au cours du 1er semestre 2026, en hausse de 5,89% en g.a. Cette fréquentation représente 43,50% de l'objectif 2026 de l'aéroport (18,9 M de voyageurs). Pour la saison d'hiver, l'aéroport sera relié par les vols directs avec trois nouvelles destinations : Santiago de Compostela (Fly2Galicia), Bolzano (SkyAlps) et Sarajevo (Wizz Air).

Plus d'informations : [Novinky.cz](#)

Le Premier Ministre Andrej Babiš a annoncé le 2 juillet que 40% du capital de l'aéroport de Prague pourraient être introduits à la bourse d'ici 2028. Ce projet de privatisation a suscité de vives inquiétudes de l'opposition, faisant valoir qu'il s'agit d'une entreprise rentable et d'une infrastructure critique qui devrait rester entre les mains de l'État. Les syndicats de l'aéroport ont également émis une mise en garde, et déposé le 21 juillet un préavis de grève contre la nomination du nouveau PDG, Radomír Lašák, le processus de sa sélection non standard et son passé professionnel (marqué notamment par la dégradation des résultats financiers, des licenciements massifs et une restructuration agressive de Czech Airlines CSA).

Plus d'informations : [iDnes](#)

Jan Klas, directeur général de l'Autorité du contrôle de navigation aérienne ŘLP, a quitté ses fonctions au 31 août, après 20 ans à la tête de cet organisme. Si son départ est présenté comme une cessation après consentement mutuel avec le ministre, la presse souligne son récent conflit avec le gouvernement Babiš : Klas a été seul membre du comité de sélection à déclarer publiquement qu'il n'avait pas voté pour l'élection de Radomír Lašák à la tête de l'aéroport de Prague. Klas sera remplacé par M. Zdeněk Jelínek, actuel directeur de l'aéronautique civile au ministère des Transports.

Plus d'informations : [Zdopravy.cz](#)

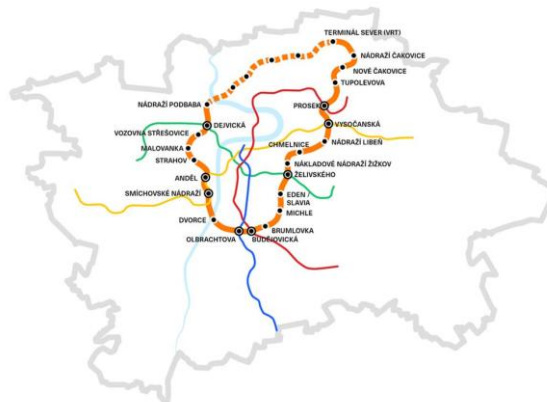
- fluvial

Selon le ministre de l'Environnement, Igor Červený, la construction d'une écluse de navigation sur l'Elbe au niveau de Děčín débutera en 2029. Ce projet, très attendu, d'un montant de 6 à 8 Mds CZK (resp. 248 et 331 M€) devrait permettre au fleuve d'être navigable toute l'année sur le tronçon allant d'Ústí nad Labem à la frontière allemande. Le chantier comprendra également une centrale hydroélectrique qui devrait fournir jusqu'à un tiers de l'électricité de la ville Děčín. Le ministre de l'Environnement de Saxe, Georg Ludwig von Breitenbuch, a déclaré que la poursuite des travaux sur ce projet constituait une bonne nouvelle pour la partie allemande et qu'il y voyait un aspect très positif tant du point de vue économique que touristique.

Plus d'informations : [iRozhlas](#)

- urbain

La mairie de Prague a annoncé le lancement en septembre 2026 d'un appel d'offres pour une étude de faisabilité concernant le projet d'extension du réseau métro de Prague. Cette étude portera plus spécifiquement sur la partie tangentielle reliant l'ouest (Anděl) et le quartier Žižkov via le terminal nord de la ville (Čakovice) dans le cadre d'une nouvelle ligne circulaire, appelée métro O.



Plus d'informations : Zdopravy.cz

SLOVAQUIE

Énergie

Mi-juillet, le ministère de l'Environnement a lancé un appel à projet dans le cadre de la modernisation de l'industrie. Le programme, doté de 150 M€, permet aux industriels d'investir dans le renforcement de l'efficacité énergétique et les technologies les plus modernes, d'améliorer la compétitivité, de baisser les coûts liés à la consommation d'énergie. L'appel à projets s'adresse notamment aux industriels, aux fournisseurs d'électricité, de gaz et de chaleur, ainsi qu'aux gestionnaires de réseaux d'eau. Le programme est financé par le Fonds de modernisation et les demandes de subvention pouvaient être envoyées jusqu'au 16 octobre 2026.

Plus d'informations : www.minzp.sk

- tensions internationales et approvisionnements

Selon une analyse du Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA, institut de recherche indépendant), la Slovaquie a été en juillet 2026 le 2^{ème} importateur de combustibles fossiles russes de l'UE, avec des achats d'une valeur de 299 M€, dont le pétrole représentait près des deux tiers. La Hongrie occupait la première place avec 486 M€ d'importations de combustibles fossiles (dont 62 % par gazoduc). Les importations européennes de GNL russe continuent de diminuer, les revenus d'exportation russes ayant chuté de 36 % sur un mois.

Plus d'informations : energyandcleanair.org

Mi-juillet, la ministre de l'Economie Denisa Sakova a accompagné le président Peter Pellegrini lors de sa visite officielle en Azerbaïdjan. La ministre et une délégation de la compagnie de gaz SPP ont mené des négociations sur la possibilité d'approvisionnement en gaz. En jeu, la fourniture de 1,2 Mds m³ / an de gaz azerbaïdjanais qui pourrait en partie couvrir les besoins slovaques, après l'arrêt de fourniture en gaz russe à partir d'octobre 2027.

- électricité

Le 31 août, la société publique d'aménagement hydraulique Vodohospodarska vystavba a signé un contrat avec le consortium Andritz Hydro (Autriche) et VUJE (Slovaquie), en

présence du Premier ministre Robert Fico et du ministre de l'Environnement Tomas Taraba. Ce consortium a remporté le marché public sur la reconstruction de huit turbines de la plus grande centrale hydroélectrique du pays, située sur le Danube à Gabčíkovo. Le montant des travaux s'élève à 465 M€ (soit presque 100 M€ de plus que la valeur estimée de ce marché). Les travaux devraient prendre dix ans et augmenter la puissance installée de la centrale de 10 % pour s'approcher de 700 MW.

Cet été, la sécheresse a eu un impact négatif sur la production dans la centrale hydroélectrique à Gabčíkovo. La production a baissé de 12 % en g.a., engendrant une perte de 13 M€ de revenus. Les autres centrales hydroélectriques - principalement sur la rivière Váh opérées par *Slovenské elektrarne* - ont par contre augmenté leur production de 48 %. La production au sein des centrales nucléaires n'a pas été impactée par les vagues de chaleur estivale en raison de leur technologie propre de refroidissement.

Selon les données du gestionnaire du réseau de transmission électrique (SEPS), la production d'électricité a atteint 15,188 TWh au premier semestre 2026, en hausse de 3 % ; tandis que la consommation d'électricité s'est établie à 14,114 TWh, en hausse de 1,9 %. Le solde commercial des échanges extérieurs d'électricité a atteint 1,074 TWh (+20 %).

- gaz

En juillet, le ministère de l'Economie a publié son rapport annuel sur la sécurité d'approvisionnement en gaz en 2025. Selon le rapport, la consommation nationale de gaz a atteint 4,6 Mds m³, en hausse de 4,5% par rapport à 2024 (4,4 Mds m³). Pour mémoire, en 2021, la consommation s'est établie à 5,6 Mds m³, alors qu'elle était encore de 6,6 Mds m³ en 2006. La société publique SPP détient 59,7 % du marché slovaque de fourniture de gaz qui a été ouvert à la concurrence (en 2009 pour le segment des entreprises, puis en 2011 pour les ménages). Le transit du gaz par la Slovaquie a connu une chute de 17,8 Mds m³ en 2024 à seulement 4,9 Mds m³ en 2025, du fait de l'arrêt de la fourniture du gaz russe à travers le territoire ukrainien, soit la principale route d'approvisionnement. Pour mémoire, la capacité de transit de gaz par la Slovaquie est de 90 Mds m³ / an.

Concernant le niveau des stocks de gaz, au 8 septembre, les réservoirs de la société de gaz SPP étaient remplis à 51,5 %, en hausse de 13,7 points depuis le 1er juillet 2026.

Pour suivre le stock dans les réservoirs dans l'UE : <https://agsi.gie.eu/#/historical/SK>

- nucléaire

Lors de son déplacement en Bulgarie le 4 septembre, le Premier ministre slovaque s'est mis d'accord avec son homologue bulgare Rumen Radev pour coopérer en matière de construction de nouvelles centrales nucléaires. Les deux pays ont choisi comme partenaire la société américaine Westinghouse. Ils devraient constituer une commission conjointe pour l'échange des expertises scientifiques, de l'expérience, ainsi que du savoir-faire juridique relatif aux projets nucléaires.

Le ministère de l'Economie n'a pas finalisé le rachat des 49% des parts de la société tchèque CEZ au sein de la société JESS, chargée de la nouvelle centrale nucléaire en Slovaquie. Pour avancer les négociations entre CEZ et la société publique JAVYS qui détient les 51 % restants de JESS, le Premier ministre a convoqué le 24 août une réunion entre les deux actionnaires. Robert Fico a aussi annoncé que le gouvernement adopterait les démarches nécessaires pour transférer le projet de la nouvelle centrale, du ministère de l'Economie à l'Office du gouvernement et du plénipotentiaire gouvernemental chargé de ce projet. Le rachat est notamment retardé par l'évaluation des parts de CEZ jugée trop chère par le ministère de l'Economie.

Plus d'informations : vlada.gov.sk

En septembre, *Slovenské elektrarne* a soumis au système informatique central l'évaluation de l'impact environnemental de son projet d'augmenter la puissance thermique des quatre réacteurs nucléaires à Mochovce jusqu'à 112 % de leur puissance nominale. A l'heure actuelle, le premier et deuxième réacteur ont une puissance thermique de 1 471 MWt par réacteur ; tandis que le troisième et quatrième ont une puissance thermique de 1 375 MWt / réacteur. Ce projet permettrait d'atteindre une puissance thermique de 1 540 MWt / réacteur.

Transport

- ferroviaire

La société publique chargée du transport ferroviaire de passagers, ZSSK, a publié un appel d'offres sur les services de réparation et d'entretien de locomotives : HKV 361 (24,6 M€) et HKV 362 (31,5 M€). Les intéressés pouvaient répondre jusqu'au 30 septembre 2026.

Plus d'informations : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/594941-2026>

ZSSK a publié aussi un appel d'offres sur l'installation de l'équipement de sécurité ETCS dans 10 locomotives LOK 757. La date limite de réception des offres était fixée au 12 octobre. La valeur estimée de ce marché s'élève à 9,3 M€.

Plus d'informations : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/589975-2026>

La mairie de Bratislava a conclu un contrat avec le consortium Strabag, Eurovia SK (groupe Vinci) et ELZA pour la modernisation de 3,4 km de lignes de tramways dans son quartier-Est de Ruzinov. Les travaux devraient commencer en 2027 et durer 30 mois. Le consortium a remporté le marché public avec son offre de 119 M€.

- aérien

Le 24 août, l'aéroport de Bratislava a, pour la première fois, dépassé le nombre de 3 M de passagers. Jusqu'à présent, le record était de 2 438 215 passagers en 2025. La direction de l'aéroport prévoit de dépasser les 4 M de passagers cette année.

- fluvial

Au premier semestre 2026, le transport fluvial de passagers dans les trois ports sur Danube (Bratislava, Komarno, Sturovo) a atteint 1 827 escales, en hausse de 14,5 %. Le nombre de passagers s'est établi à 255 500, en hausse de 4,1 %. Le port de Bratislava domine dans ces statistiques : 1 782 escales (97,5 % du total) et 250 000 passagers (97,8 % du total).

Début septembre, la société publique d'aménagement hydraulique *Vodohospodarska vystavba* a annoncé les résultats de son marché public sur le dragage des sédiments dans le Danube. L'entreprise italienne Nautilus a remporté ce projet avec son offre de 68,7 M€. Les travaux devraient durer huit ans, mieux protéger la ville contre les inondations et rendre le transport fluvial plus sûr.

Environnement

- changement climatique

Le 2 septembre, le Conseil des ministres a approuvé la création d'une Commission nationale pour l'eau et la sécheresse. Cette Commission devrait assurer une action préventive de l'Etat face à la sécheresse et la pénurie de l'eau ; tout en veillant à l'atténuation de leurs impacts négatifs. Elle évaluera préalablement la situation de sécheresse, l'accès à l'eau et les risques dans les différentes régions slovaques. En parallèle, elle identifiera les zones et les secteurs les plus exposés et coordonnera les mesures à prendre pour les secteurs particulièrement touchés de l'agriculture, de la sylviculture, de la gestion des eaux, de la protection de la terre, ou encore de l'aménagement du paysage et de la gestion des sources d'eau. Cette commission sera présidée par le Premier ministre, avec les ministres de l'Environnement et de l'Agriculture comme vice-présidents. La Commission disposera d'un collège décisionnel

composé des différents représentants des ministères, de l'Association des villes et communes et de l'Association des régions. Elle disposera également d'un collège technique de professionnels, réunissant des experts de l'Institut météorologique, des sylviculteurs, des agriculteurs, des géologues, des universitaires et des spécialistes en gestion de l'eau.

Début août, la Banque centrale slovaque a publié une étude concernant l'impact du réchauffement climatique sur le chiffre d'affaires et les profits des entreprises. L'analyse a été menée sur les données des années 2013-2023. L'étude conclue notamment que lorsque la température augmente de 1 °C au printemps et en été, le chiffre d'affaires des entreprises des secteurs sensibles à la chaleur (agriculture, sylviculture, construction, BTP etc.) diminue en moyenne de 15,15 %, leur chiffre d'affaires de 14,28 %, leurs bénéfices de 12,21 % et la probabilité de dégager un bénéfice positif diminue de 2,06 %. En revanche aucun impact significatif n'est observé pour les secteurs non sensibles à la chaleur.

Plus d'informations : <https://docs.iza.org/dp18746.pdf>

Fin août, l'Institut de la politique environnementale (unité analytique du ministère de l'Environnement) a publié les résultats préliminaires de son étude « *La ville brûlante ? La nature refroidit mieux !* ». Le message principal de cette étude porte sur le rafraîchissement des villes grâce aux arbres – l'ombre d'un arbre peut contribuer à abaisser la température de la ville de 10°C. L'Institut a étudié la couverture par les arbres des zones urbaines au peuplement dense. Bratislava sort première du classement national avec un taux de couverture de 8,8 %, suivie par Čadca (Nord, 8,4 %) et Banská Bystrica (centre, 8,4 %). La version finale de l'analyse devrait être publiée en 2027.

Plus d'informations : yimba.sk et [Institut de la politique environnementale](http://Institut.de.la.politique.environnementale)

- déchets

Mi-juillet, le ministère de l'Environnement a approuvé le projet d'incinérateur de déchets porté par la raffinerie Slovnaft (groupe hongrois MOL). Slovnaft a néanmoins déjà revu à la baisse la capacité de traitement (de 316 000 t à 220 000 t de déchet par an), ainsi que le montant de l'investissement (de 400 à 300 M€). Pour mémoire, la Slovaquie dispose déjà de deux incinérateurs – à Bratislava et à Kosice. Slovnaft prévoit la construction de son incinérateur à Bratislava même, en parallèle de celui opéré par l'entreprise municipale OLO dont la capacité de traitement est de 160 000 t de déchets par an.

Le groupe français Paprec a annoncé mi-août son entrée au capital de Brantner greens solutions (Autriche), acteur majeur de la gestion des déchets en Europe centrale et orientale. Cette opération permet au groupe français de s'implanter dans cinq nouveaux pays : l'Autriche, la Slovaquie, la République tchèque, la Roumanie et la Serbie. Paprec a signé un accord en vue d'acquérir 80 % de Brantner, la famille Brantner conservant les parts restantes.

LITUANIE

Energie

- gaz

Le 10 septembre, un Memorandum of Understanding a été signé entre l'entreprise lituanienne Ignitis et une filiale du groupe américain EQT Corporation – producteur de GNL – portant sur l'achat de gaz naturel liquéfié pour la période 2027-2036. Aux termes de cet accord, Ignitis s'engage à acquérir 10 cargaisons annuelles, représentant un volume total d'environ 1 TWh par an. L'accord est soumis à des conditions préalables, notamment l'obtention de l'approbation de la Commission de coordination de la protection des objets importants pour la sécurité nationale ainsi que des instances de gouvernance du fournisseur de GNL.

Plus d'informations : Investing.com

- nucléaire

La dernière enquête EuroPulse 2026 réalisée par le cabinet d'études de marché et d'opinion publique Project Tempo a été menée dans 24 États membres de l'UE et au Royaume-Uni. En Lituanie, le soutien à l'énergie nucléaire atteint 35%. Dans cette enquête sur le soutien à l'énergie nucléaire, la Lituanie se classe devant l'Espagne, le Portugal, la Lettonie, l'Irlande, la Grèce et l'Autriche.

Plus d'informations : lrt.lt

- avaries climatiques

Le gouvernement lituanien a décrété l'état d'urgence sur le territoire national après une violente tempête qui a touché l'ensemble du pays le 22 août. Des rafales de vents ont atteint les 120 km/h, causant des dégâts sur de nombreuses infrastructures. Le 25 août, 100 000 foyers étaient encore privés d'électricité et le 6 septembre, il en restait toujours 1 400. Selon les premières estimations, la valeur totale des demandes d'indemnisation des ménages auprès de l'opérateur du réseau de transport d'électricité ESO pourrait atteindre 7 M€.

Plus d'informations : 15min.lt

Transport

- ferroviaire

Pour la première fois le 31 août dernier, l'État lituanien, l'opérateur ferroviaire public LTG et les acteurs économiques du secteur privé ont signé un accord stratégique de cinq ans visant à transférer massivement le fret de la route vers le rail grâce à une tarification stable et concertée. Cette alliance repose sur un bénéfice mutuel : en garantissant aux entreprises des coûts logistiques prévisibles, indispensables pour planifier leurs investissements et consolider leur compétitivité à l'export, les pouvoirs publics s'assurent en retour d'une augmentation des volumes transportés par train. Ce report modal améliore non seulement la rentabilité de l'opérateur ferroviaire grâce aux économies d'échelle, mais permet également à l'État de réduire drastiquement ses dépenses d'entretien routier, le coût des accidents et la pollution, alignant ainsi les intérêts financiers des industriels avec les objectifs budgétaires et écologiques du pays.

Plus d'informations : [Ministère des Transports et des Communications](https://www.mtm.lt)

- mobilité durable

Le ministère de l'Environnement lituanien, avec l'appui du Conseil lituanien de la concurrence s'est à nouveau adressé à la Commission européenne au sujet des dispositions du nouveau projet de modification du règlement général d'exemption par catégorie (en anglais : *General Block Exemption Regulation, GBER*) visant à accroître les aides à l'acquisition de véhicules fonctionnant au biométhane. Cet acte législatif constitue un élément important des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État, qui définissent dans quels cas une aide d'État peut être considérée comme compatible avec le marché intérieur de l'Union européenne. Actuellement, l'octroi d'aides à l'achat de véhicules fonctionnant au biométhane n'est possible qu'en vertu du règlement dit « de minimis » : pour l'instant, seuls les véhicules électriques et à hydrogène figurent sur cette liste. La Commission européenne a déjà été saisie sur ce sujet en avril 2026, mais les propositions de financement des véhicules propulsés par le biométhane n'ont pas été incluses dans le projet d'amendement au règlement GBER.

Plus d'informations : [Ministère de l'Environnement](https://www.mam.lt)

LETTONIE

Énergie

- bois du chauffage

Face aux tensions d'approvisionnement et à la hausse des prix des granulés de bois constatées depuis le début de l'été, le ministre du Climat et de l'Énergie, Jānis Vitenbergs, annonce la signature d'un protocole d'accord avec trois grands producteurs nationaux afin de garantir un volume de combustible suffisant pour couvrir la demande des ménages lettons avant l'arrivée de l'hiver. Bien que la Lettonie figure parmi les plus grands producteurs de granulés de bois de l'UE, la réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales et la demande croissante à l'échelle européenne ont provoqué une forte volatilité des prix et des pénuries. En Lettonie, environ 40 000 ménages (soit jusqu'à 5 % des foyers du pays) dépendent des granulés pour leur chauffage, ce qui représente une consommation annuelle d'environ 200 000 t.

Plus d'informations : ism.lv

Transport

- ferroviaire

Le fabricant tchèque de matériel ferroviaire Škoda Group a pris une participation de 36 % dans l'entreprise lettone SIA « L-Ekspresis », spécialisée dans la maintenance, la réparation et la modernisation de trains. Le groupe a également annoncé détenir une option pour racheter les 64 % restants d'ici fin 2028, ce qui lui garantira le contrôle total de l'entreprise à moyen terme. Cet investissement s'inscrit dans la stratégie globale de Škoda, qui souhaite développer ses services de maintenance à long terme et faire de Riga le centre de services ferroviaires du groupe pour toute la région balte. L'entreprise « L-Ekspresis » dispose d'une solide expérience dans la maintenance technique, la réparation et la modernisation du matériel roulant ferroviaire, s'appuyant sur une base technique moderne et des spécialistes qualifiés à Riga. En combinant l'expérience locale de l'entreprise avec les capacités technologiques et l'expertise en maintenance de « Škoda Group », de nouvelles opportunités de développement de services seront créées pour les clients de toute la région.

Plus d'informations : [«Škoda Group» iegādājusies 36 % «L-Ekspresis» kapitāldalu / Raksts](http://sm.lv)

ESTONIE

Énergie

- ETS

La proposition de réforme de la Commission européenne visant à réduire progressivement les quotas d'émission gratuits à partir de 2030 est vivement critiquée par les entreprises et responsables locaux du comté d'Ida-Viru, bassin industriel frontalier de la Russie fortement dépendant du schiste bitumineux. La diminution du volume de quotas gratuits entraînerait un surcoût significatif de l'utilisation du schiste bitumineux, encourageant ainsi une diversification vers des énergies propres nécessitant des investissements conséquents.

Les parties prenantes locales dénoncent notamment un risque pour l'emploi dans la région, alors que près de 2 000 personnes travaillent dans l'industrie minière, d'après Statistics Estonia. Le Fonds pour une transition juste est également vivement critiqué : les 350 M€ alloués à l'Ida-Viru n'auraient pas suffisamment compensé le déclin de l'industrie du schiste, alors que 25 à 30 % de la population active est liée à ce secteur, d'après l'adjoint au maire de Jõhvi.

Par ailleurs, l'Estonie a perçu en 2025 plus de 255 M€ provenant de la vente de ses quotas CO₂ (plus de 2,3 Mds€ cumulés depuis 2013), affectés notamment au transport et à la mobilité (1 Md€), à l'efficacité énergétique des bâtiments (445 M€) et aux énergies renouvelables (175 M€).

Plus d'informations : postimees.ee

- réseau électrique

Entre 2026 et 2028, Elektrilevi investira environ 500 M€ dans le réseau électrique estonien, avec la construction d'environ 3 000 km de réseau résistant aux intempéries et près de 1 200 nouvelles sous-stations. Sur 2024-2025, l'entreprise avait déjà investi 310 M€, pour 2 500 km de réseau et 760 sous-stations. Les investissements 2026-2028 couvriront les réseaux haute, moyenne et basse tension ainsi que le renforcement des pôles régionaux, alors que près de 25 % des actifs du réseau ont dépassé leur durée de vie prévue.

Le programme d'investissements inclut le câble sous-marin 35 kV entre Hiiumaa et Saaremaa, une nouvelle sous-station régionale à Jõgeva et la rénovation des départs moyenne tension Sikassaare-Pihlta-Arsa à Saaremaa. Les investissements prioritaires à court terme portent notamment sur la ligne aérienne 35 kV Läätsa-Kihelkonna, la modernisation des lignes moyenne tension du quartier Mustamäe à Tallinn, la ligne Valjala-Kallemäe et le réseau de départs moyenne tension Kohila-Nõela.

Sur un horizon de dix ans, Elektrilevi prévoit un investissement total d'environ 1,9 Md€ dans le réseau de distribution. Toutefois les tarifs actuels ne suffisent pas à couvrir ce montant. Un supplément de 350 M€ serait nécessaire spécifiquement pour la résilience aux crises. Une partie des investissements sera également consacrée à la cybersécurité et à la protection des infrastructures.

Plus d'informations : elektrilevi.ee

Un programme d'investissement mené par Elektrilevi (opérateur de réseau de distribution) avec le ministère du Climat a permis d'augmenter de 363 MW la capacité de raccordement de production par ENR au réseau de distribution, contre un objectif initial de 160 MW, et devrait contribuer à éviter près de 530 incidents par an. Le projet, doté de 89,5 M€, dont jusqu'à 38 M€ financés par le PNRR, a porté sur la construction et la rénovation de 1 545 km de réseau sur environ 2 100 sites. Il a également permis de créer des capacités de raccordement pour au moins 2 250 micro-producteurs. La modernisation, notamment par le remplacement de lignes aériennes par des câbles souterrains ou couverts, vise à améliorer la résilience du réseau face aux aléas météorologiques et à accompagner le développement de la production renouvelable.

Plus d'informations : elektrilevi.ee

- nucléaire

Le ministère estonien de l'Économie et des Communications a lancé une consultation publique afin de sélectionner un site adapté à l'implantation d'une future centrale nucléaire. Six communes des comtés de Lügansa, Viru-Nigula, Ida-Virumaa et Lääne-Virumaa ont été présélectionnées. Les critères d'évaluation incluent l'impact environnemental et social, la sécurité nucléaire, les infrastructures nécessaires, les retombées économiques locales ainsi que les opinions des habitants. Des réunions d'information publiques ont été ainsi organisées en août. La sélection spatiale nationale devrait être finalisée d'ici la fin de l'année.

Plus d'informations : kliimaministeerium.ee

- sécurité énergétique

Les ministres de l'Énergie des pays membres du Nordic Baltic 8, NB8 (Islande, Danemark, Norvège, Suède, Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie) se sont réunis à Tallinn les 3 et 4 septembre afin d'échanger de la sécurité énergétique régionale et de la résilience des infrastructures. Les discussions ont porté notamment sur le soutien à l'Ukraine, en particulier en vue de l'hiver, la protection des infrastructures énergétiques face aux risques physiques, cyber et hybrides, ainsi que le renforcement de la coopération transfrontalière. Les échanges ont également abordé le développement d'un marché régional de l'énergie compétitif, avec un accent sur les besoins d'investissement et de financement, le développement des réseaux électriques et la prévisibilité du marché.

Parallèlement, Eesti Energia (énergéticien public) a annoncé le renforcement de sa coopération avec des entreprises énergétiques de la région de la mer Baltique, avec la signature d'un protocole d'accord à Varsovie le 2 septembre visant à développer des projets communs en matière de sécurité énergétique, de résilience des infrastructures critiques et de compétitivité.

Plus d'informations : kliimaministeerium.ee

Transport

- Rail Baltica

L'appel d'offres conjoint lancé en mai 2026 par les opérateurs ferroviaires estonien (Elron), letton (Vivi) et lituanien (LTG Link) pour l'acquisition de trains régionaux destinés à Rail Baltica n'a reçu aucune offre conforme dans les délais impartis. Un nouvel appel d'offres sera lancé après examen des retours des constructeurs. Les trois opérateurs prévoient d'acquérir jusqu'à 20 trains, adaptés à l'écartement européen et capables d'atteindre une vitesse de 200 km/h.

Agenda

3 novembre	"Look at the Future of Mobility 2026: Policy, Security & Transformation", Riga
17-19 novembre	Future Energy Week Poland 2026 , Varsovie
27 novembre	Conference Look at the Future of Mobility 2026 , Riga
3-4 décembre	Polish Energy Storage Association Summit , Varsovie

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr